

Maitrise d'Ouvrage

## **Centre Hospitalier de Gonesse**

2 Boulevard du 19 mars 1962  
95 500 - Gonesse



---

Concerne :

## **Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) de Gonesse**

52-58 rue Albert Drouhot  
95 500 – Gonesse

---

## **CCTP**

(Cahier des Clauses Techniques Particulières)

# **LOT N° 02**

## **DEMOLITION**

Maitrise d'œuvre d'exécution :

**SELECTE**  
39 Boulevard Pierre Raunet  
94 370 -Sucy-en-Brie



## Sommaire

|           |  |           |
|-----------|--|-----------|
| <b>1.</b> | <b>Généralités .....</b>                                     | <b>4</b>  |
| 1.1.      | Objet de la consultation .....                               | 4         |
| 1.2.      | Spécifications techniques générales .....                    | 4         |
| 1.2.1.    | Réglementations .....  | 4         |
| 1.2.2.    | Spécifications d'ordre général .....                         | 4         |
| 1.2.3.    | Dispositions de sécurité contre l'incendie .....             | 5         |
| 1.2.4.    | Vérification des quantités du DPGF .....                     | 5         |
| 1.2.5.    | Coordination avec les autres corps d'état .....              | 5         |
| 1.2.6.    | Connaissance des lieux .....                                 | 6         |
| 1.2.7.    | Phasages travaux et planning .....                           | 6         |
| 1.2.8.    | Déblais .....  | 6         |
| 1.2.9.    | Nettoyage .....  | 6         |
| 1.2.10.   | Respect des règles d'hygiène et sécurité .....               | 6         |
| 1.2.11.   | Documents de référence .....                                 | 6         |
| 1.2.12.   | Documents à fournir .....                                    | 6         |
| 1.2.13.   | Responsabilité de l'entrepreneur .....                       | 7         |
| 1.3.      | Spécifications techniques particulières au présent lot ..... | 7         |
| 1.3.1.    | Accès au chantier .....                                      | 7         |
| 1.3.2.    | Plans des installations de chantier .....                    | 8         |
| 1.3.3.    | Responsabilité de l'entreprise .....                         | 8         |
| 1.3.4.    | Prescriptions techniques .....                               | 8         |
| 1.3.5.    | Bruits de chantier .....                                     | 9         |
| 1.3.6.    | Salissures du domaine public .....                           | 9         |
| 1.3.7.    | Contact concessionnaires .....                               | 10        |
| 1.3.8.    | Constat d'état des lieux .....                               | 10        |
| 1.3.9.    | Etudes .....   | 10        |
| 1.3.10.   | Droits de voirie .....                                       | 11        |
| 1.3.11.   | Sécurité et protection de la santé .....                     | 11        |
| 1.3.12.   | Contenu des prestations .....                                | 11        |
| 1.3.13.   | Contrôle technique .....                                     | 12        |
| <b>2.</b> | <b>Description des travaux .....</b>                         | <b>12</b> |
| 2.1.      | Constat d'Huissier .....                                     | 12        |
| 2.2.      | Bureau d'étude .....   | 12        |
| 2.3.      | Installation de chantier .....                               | 13        |
| 2.4.      | Neutralisation et évacuation des réseaux .....               | 13        |
| 2.5.      | Démolition .....   | 13        |
| 2.6.      | PSE - Démolition des chapes existantes .....                 | 14        |
| 2.7.      | Réception de travaux .....                                   | 14        |

---

|             |   |           |
|-------------|---|-----------|
| <b>2.8.</b> | <b>Nettoyage.....</b>                                 | <b>15</b> |
| <b>2.9.</b> | <b>Gestion des déchets / bennes de chantier .....</b> | <b>15</b> |

# **1. Généralités**

## **1.1. Objet de la consultation**

Le présent document a pour objet de définir les prestations incombant au lot Démolition nécessaire à la rénovation de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) de Gonesse, pour le compte du Centre Hospitalier de Gonesse, et permettre aux entreprises consultées d'établir les propositions, sans restriction ni réserve.

L'offre devra obligatoirement correspondre au projet de base, en respectant les prestations définies dans le cadre du bordereau quantitatif estimatif joint.

L'entrepreneur pourra s'il le juge nécessaire, compléter ce document par des articles quantifiés et valorisés qui ne seraient pas portés sur le bordereau.

Toute réserve sur la conception du projet devant être formulée au moment de la consultation. Après désignation de l'entreprise, les réserves émises ne pourront en aucun cas, dégager la responsabilité de l'entreprise.

Les indications données au présent chapitre ne pourront, en aucun cas, être considérées comme exhaustives. Il appartiendra à l'entrepreneur de vérifier, voire de corriger les quantités, s'il s'apercevait d'une erreur à l'issue de son étude et de ses enquêtes sur place, il va de soi qu'aucun supplément ne sera accordé à l'entreprise sur les quantités qui pourraient être réclamées en dehors de celles figurant sur son devis.

Les articles doivent être "éclatés" et complétés, par une description précise des ouvrages à réaliser.

Il est rappelé que le prix traité sera forfaitaire. L'entrepreneur devra donc prévoir tous travaux de sa spécialité nécessaires à un achèvement complet et parfait à la réalisation de l'œuvre.

## **1.2. Spécifications techniques générales**

### **1.2.1. Réglementations**

L'ensemble des travaux est soumis aux documents techniques suivants et notamment, le présent document a pour objet de définir les prestations incombant au lot charpente, et de permettre aux entreprises consultées d'établir les propositions, sans restriction ni réserve.

Les études de conception et les travaux d'exécution des ouvrages du présent lot sont à réaliser selon les règles de l'art et les textes en vigueur au jour de la soumission et notamment le recueil des DTU dans les numéros :

- DTU.
- Règles CB 71 et NV 65.
- Règlement en vigueur concernant la protection et la sécurité contre l'incendie des ERP.
- Normes françaises AFNOR.
- Prescriptions des fabricants.
- Les règles du REEF.
- Les agréments du CSTB.
- Le décret 65/48 du 8.1.65 portant règlement d'administration publique concernant la sécurité des travailleurs et notamment dans le bâtiment et les travaux publics.

### **1.2.2. Spécifications d'ordre général**

Le fait d'avoir soumissionné suppose que l'entrepreneur a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux, qu'il a visité les lieux, et qu'il s'engage à exécuter ceux-ci dans les règles de l'art, quand bien même il lui semblerait qu'ils ne sont pas parfaitement prévus et définis dans les conditions d'appels d'offres et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus.

L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées au dessin et s'assurer de leur concordance tant entre les divers plans qu'avec les bâtiments existants.

Le fait de commencer les travaux de sa compétence, suppose qu'il accepte les lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler. S'il avait des réserves à formuler, il devrait en demander l'inscription au PV à l'architecte ou au

contrôleur des travaux, avant tout commencement d'exécution de sa part. Passé ce délai, la réclamation serait jugée irrecevable.

Suivant les règles énoncées dans le CPS, le CCAP ou le CCTP, l'entrepreneur est responsable de tous les dégâts qui pourraient survenir aux ouvrages de son fait, de celui de son personnel, des intempéries : gel, déshydratation, etc....

Pour pallier à ces inconvénients, il lui appartiendra de prendre toutes les précautions utiles :

- Protections diverses, bâchages, etc.
- Protections contre le vol.

Qui sont implicitement contenues dans sa proposition.

Il assurera directement ou par l'entremise d'un responsable compétent, une surveillance de son chantier.

### **1.2.3. Dispositions de sécurité contre l'incendie**

L'entreprise prendra toutes les dispositions pour assurer un degré coupe-feu des murs, planchers, conduits et tous autres ouvrages, suivant indications portées aux plans et devis descriptif, étant entendu qu'elle devra vérifier que celles-ci sont bien conformes aux normes et règlements en vigueur, en particulier à l'Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des ERP.

Les degrés de résistance au feu respecteront les termes de la notice de sécurité du dossier de demande de permis de construire et la réglementation en vigueur.

### **1.2.4. Vérification des quantités du DPGF**

Le quantitatif joint au présent dossier n'a qu'une valeur indicative et non contractuelle. Il appartiendra au soumissionnaire, en se fondant sur le CCTP, les documents graphiques et les renseignements recueillis, de vérifier ce quantitatif suivant ses propres méthodes de calculs et d'appréciation. Toutefois afin de faciliter l'examen des offres, la décomposition devra être présentée et articulée suivant le cadre remis sous peine de non-conformité. L'entrepreneur candidat devra signaler toutes anomalies, qu'il aurait décelées, conformément aux pièces administratives.

Les prix unitaires incluent obligatoirement :

- La note de calcul.
- Les plans d'exécution et DOE
- Toutes les sujétions pour les ouvrages complets parfaitement exécutés.
- Tous les échafaudages, protections, bâchages nécessaires pendant les travaux.
- La fourniture, le transport, les stockages, la mise en œuvre, le réglage, les découpes, tous les matériaux, matériels et éléments constitutifs d'ouvrage et accessoires nécessaires à l'exécution des travaux conformément aux dispositions du CCTP. La réfection ou la réparation des ouvrages défectueux ou constatés soit en cours d'exécution, soit à la réception avec toutes les conséquences qui en découlent.

### **1.2.5. Coordination avec les autres corps d'état**

L'entreprise devra prendre connaissance de l'ensemble du projet en vue de se renseigner sur la répercussion des autres corps d'état sur le sien, et de tenir compte des sujétions éventuelles qui pourraient le concerner.

Les réservations dans les plafonds font partie des prestations, les percements nécessaires pendant sa présence sur le chantier, pourront être demandés par les autres corps d'état en temps opportun. Si ces percements s'avéraient aux yeux de l'entrepreneur, importants et susceptibles d'entraîner une incidence sur la stabilité de l'ouvrage, une validation sera demandée au maître d'œuvre. Font également partie de ses prestations, les renforts pour la pose d'éléments lourds.

### **1.2.6. Connaissance des lieux**

L'entreprise est censée s'être engagée dans son marché en toute connaissance de cause.

En particulier, lui sont parfaitement connus le lieu et ses sujétions propres, les contraintes relatives aux constructions voisines, les modalités d'accès par la voirie, les possibilités et les difficultés de circulation et de stationnement, les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public.

### **1.2.7. Phasages travaux et planning**

L'entrepreneur tiendra compte dans sa proposition du phasage éventuel des travaux et du temps imparti pour l'exécution de ses travaux en respectant les autres corps d'état.

### **1.2.8. Déblais**

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'entrepreneur du présent lot devra effectuer l'enlèvement des déblais et gravats lui incombant.

### **1.2.9. Nettoyage**

Il sera exigé un chantier constamment propre, débarrassé de tous les gravats provenant de l'exécution des travaux. Chaque entreprise devra procéder à son nettoyage journalier et sur simple demande du Maître d'ouvrage.

En cas de non-réponse à cette demande, le nettoyage sera réalisé par une entreprise désignée par le maître d'ouvrage et restera à la charge de l'entreprise concernée.

### **1.2.10. Respect des règles d'hygiène et sécurité**

Sous les directives du coordinateur SPS le chef d'entreprise et son responsable de chantier devront assurer à leurs personnels toutes les mesures d'hygiène et de sécurité pour l'exécution des travaux :

- Fournir le PPSPS
- Réaliser l'inspection commune AVANT LE COMMENCEMENT DES TRAVAUX
- Eclairage correct des zones de travaux et de cheminement.
- Protection pour travail en hauteur.
- Tous moyens mécaniques de levage et manutention.
- Aération des locaux
- Règles d'hygiène et de distanciation liée au mesure sanitaire suite à l'épidémie de COVID 19

### **1.2.11. Documents de référence**

Le présent CCTP se réfère :

- Au C.C.A.P.
- Au descriptif tous corps d'état.
- Aux plans.
- Aux notes techniques du bureau de contrôle.
- Au planning général des travaux.

### **1.2.12. Documents à fournir**

Avant travaux :

- Dossier technique illustrant les caractéristiques des matériaux et matériels utilisés
- Certificat de provenance des matériaux et composants
- Procès-verbaux
- Plans techniques

- Plan de calepinage
  - Etc.
- Liste non exhaustive.

En fin de chantier avant réception des ouvrages :

- Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)
- Plans de recollement conformes à l'exécution
- Les notices d'utilisation et d'entretien
- Etc.

Liste non exhaustive.

**Une attestation d'assurance valable pour la période correspondante à la date de remise des offres devra être fournie et jointe à l'offre, toute offre qui ne sera pas accompagnée de l'attestation d'assurance sera considérée comme nulle.**

### **1.2.13. Responsabilité de l'entrepreneur**

L'Entrepreneur reste toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre. Il lui incombe de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de l'opération et notamment :

- La nature et le type des matériaux et produits répondant aux impératifs d'utilisation.
- Le type de pose,
- Les conditions particulières de l'opération,
- La compatibilité des matériaux entre eux.

Pour les matériaux et produits proposés par le Maître d'Œuvre ou le Maître d'Ouvrage, l'Entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères demandés. Dans le cas contraire il fera, par écrit, les observations qu'il juge utiles au Maître d'Œuvre qui prendra alors, toutes décisions à ce sujet.

Aucune réclamation après notification des marchés ne saurait remettre en cause les prix arrêtés lorsque les entrepreneurs ayant suppléés, de par leurs connaissances techniques aux erreurs ou inexactitudes des C.C.T.P.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever éventuellement certaines dispositions du présent C.C.T.P. (ou du bordereau des prix unitaires) seront réglées par référence aux Règles de l'Art, aux dispositions des documents techniques de référence et conformément aux décisions du Maître d'œuvre.

De toute manière, le fait pour un entrepreneur d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis par le Maître d'Œuvre ne pourra atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur, s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de son offre.

### **1.3. Spécifications techniques particulières au présent lot**

#### **1.3.1. Accès au chantier**

L'accès du chantier sera défini d'un commun accord entre le titulaire du présent lot, le Maître d'Œuvre, les services techniques municipaux ou le Maître d'Ouvrage, en fonction de l'aménagement futur du chantier, du déroulement des travaux et du trafic routier environnant.

Les abords du chantier seront maintenus propres en permanence, les dispositions et les moyens nécessaires sont à la charge du présent lot.

Le présent lot devra la protection des voiries pour les entrées et sorties des camions

Les exigences de la Ville quant aux accès, au balisage, à la circulation et au stationnement des véhicules ou du matériel de l'entreprise sont gérées dans le cadre du forfait.

**L'Entreprise prévoira les protections mécaniques amovibles au droit des accès sur domaine public.**

L'entreprise aura donc dû prendre les contacts nécessaires et obtenir les autorisations pour accéder au chantier et réaliser ses installations.

### **1.3.2. Plans des installations de chantier**

L'entreprise établira préalablement au démarrage des travaux de démolition un plan de ses installations de chantier qui sera soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre, du Coordonnateur SPS et des Services Publiques

Ce plan fera apparaître notamment :

L'implantation des accès et sorties de chantier,

Les voies de chantier,

L'implantation du bureau de chantier.

L'entrepreneur devra prévoir la mise en place de panneaux de signalisation conformes aux notes interministérielles et aux arrêtés en vigueur.

### **1.3.3. Responsabilité de l'entreprise**

L'entreprise est tenue responsable de tout dommage qu'elle aurait causé aux ouvrages voisins et doit prendre toutes mesures provisoires d'étaisements et de reprise de murs mitoyens et séparatifs et faire à ses frais les raccords jugés nécessaires par le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage.

**Il sera prévu tout échafaudage et toute protection des propriétés voisines.**

L'emploi des engins mécaniques utilisés pour les travaux de démolitions ne doit créer aucune perturbation aux voisins et propriétés mitoyennes, tant au point de vue des vibrations, que des poussières, chocs ou pilonnage.

**L'emploi d'explosif sur le chantier est strictement interdit.**

L'entreprise sera seule responsable vis-à-vis des services de police, des services de la voirie et des tiers riverains, de tous les désordres, dégâts et dommages causés par son personnel, ou son matériel ou par l'exécution pure et simple de ses travaux.

**Les frais de remise en état en découlant seront à la charge exclusive de l'Entreprise.**

Il est spécifié que toutes les conséquences d'ordres financières, judiciaires ou autres, des nuisances éventuelles ou du non-respect de la réglementation seront entièrement supportés par l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit s'assurer, avant et au cours des travaux, que toutes les règles de sécurité et de protection des ouvriers, selon les règlements en vigueur, sont bien respectés.

Il doit avoir l'accord des services municipaux pour tous travaux en bordure de la voirie publique.

**L'entreprise devra strictement respecter la législation en vigueur en cas d'intervention sur des éléments comportant des produits dangereux notamment de l'amiante ou du plomb.**

### **1.3.4. Prescriptions techniques**

Méthodes de démolition : Les méthodes de démolition sont laissées à l'appréciation de l'entrepreneur qui adoptera les dispositions qui lui conviennent. Il est toutefois formellement spécifié que les méthodes de démolition devront rester dans le cadre de la réglementation et des instructions qui lui seront données par les services compétents.

L'entrepreneur devra lors de ce choix, tenir compte qu'il devra assurer dans tous les cas :

- La sécurité du personnel et la sécurité du public,



- La conservation sans dommages des propriétés voisines bâties ou non bâties,
- La protection des ouvrages et constructions conservés contigus ou situés à proximité,
- Et toutes autres obligations qui lui seraient imposées par les conditions particulières du chantier.
- **Respect de la charte sécurité**

Prescriptions d'exécution : Lors de l'exécution des travaux de démolition, l'entrepreneur devra prendre toutes les précautions pour éviter la chute de matériaux ainsi que tous les effondrements même partiels pendant la durée des travaux.

L'entrepreneur devra prévoir tous les échafaudages, planchers et barrières de garantie, garde-gravois, etc., ainsi que tous les étalements, étré sillonnements, etc. qui s'avéreront nécessaires pour l'exécution des travaux.

Il devra également, si les conditions météorologiques le rendent nécessaire, prendre toutes mesures pour éviter des projections de poussières aux abords du chantier.

Il sera formellement interdit de faire brûler sur place des bois ou autres matériaux combustibles en provenance des démolitions. En fin de travaux, l'ensemble du chantier sera livré propre et débarrassé de tous gravois ou de matériaux de démolition. Il est bien entendu que l'entrepreneur sera tenu à la réparation et la remise en état sans indemnité de tous les dommages causés par le fait de ses travaux.

### 1.3.5. Bruits de chantier

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré.

À défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux, seront strictement applicables, (voir Prescriptions communes du lot 00).

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé aux entrepreneurs de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées.

Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix du marché.

### 1.3.6. Salissures du domaine public

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc., du domaine public, devront toujours être maintenus en parfait état de propreté. Le présent lot respectera les exigences de la ville notamment sur le nettoyage pendant la phase chantier sur le domaine public.

Le nettoyage permanent et journalier des accès du chantier sur les voies publiques ou privées ainsi que des abords, est à la charge de l'entreprise du présent lot.

Si cela s'avère nécessaire, le Maître d'Œuvre d'Exécution se réserve le droit de faire appel à une société de nettoyage de son choix pour assurer un balayage quotidien et un nettoyage hebdomadaire complet en sus des obligations des entreprises, restant dues, y compris enlèvement des gravois de tout le chantier, **et ce pendant toute la durée de ses travaux.**

Les frais correspondants étant portés à charge des entreprises responsables. En cas de persistance dans le refus ou le retard apportés au nettoyage du chantier et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire exécuter le nettoyage par l'entreprise de son choix aux frais de l'entreprise défaillante.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable

### 1.3.7. Contact concessionnaires

L'entreprise est tenue, avant le début des travaux, de prendre contact avec l'ensemble des services concessionnaires avant démolition pour :

- Repérer les réseaux existants
- S'assurer que tous les branchements ont été effectivement déconnectés.
- Si tel n'est pas le cas, prendre toutes les mesures et effectuer toutes les actions nécessaires afin que tous les réseaux existants soient effectivement déconnectés, ceci quelles que soient ces interventions et quels qu'en soient leurs coûts.
- L'entreprise se rapprochera du titulaire du lot GROS-ŒUVRE ou du Maître d'Œuvre afin de connaître les éventuels réseaux qui seraient à conserver dans le but de servir aux besoins du chantier.

Les éventuelles dépenses dues aux concessionnaires sont à la charge du Maître d'Ouvrage

### 1.3.8. Constat d'état des lieux

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- L'état des existants et leurs principes constructifs,
- La nature des matériaux constituant les existants,
- Les possibilités de démolition en fonction du site,
- Les difficultés particulières qui pourraient survenir lors des travaux,

En règle général sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût.

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

Les entrepreneurs pourront, lors de cette reconnaissance, effectuer tous les essais sur existants qu'ils jugeront utiles.

### 1.3.9. Etudes

L'entreprise est tenue de présenter, avant le démarrage des travaux pour accord du Bureau de Contrôle, du SPS et du Maître d'Œuvre, le mode opératoire des démolitions :

- Étude et plan d'exécution de blindage et étaieement nécessaires
- Définition du matériel nécessaire
- Définition des phasages de travaux.

Toutes les études de démolition en phase préparation de chantier et en phase chantier sont à la charge de l'entreprise du présent lot.

La Maitrise d'œuvre et d'Ouvrage ne seront en aucun responsable de ses études.

L'entreprise devra veiller à faire toutes les études nécessaires au parfait achèvement du chantier.

### 1.3.10. Droits de voirie

**Les droits découlant de l'occupation de la voie publique sont à la charge de l'Entreprise jusqu'à réception « sans réserve » des travaux de démolition.**

### 1.3.11. Sécurité et protection de la santé

L'entreprise se reportera au PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION de la Sécurité et de la Santé (PGC) joint au dossier pour inclure dans son offre tous les frais attachés

Il sera particulièrement tenu compte des derniers textes réglementaires, à savoir :

- Le Chapitre V (Dispositions particulières applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil) du Titre III (Hygiène, sécurité et conditions de travail), du Livre deuxième (Règlementation du Travail) de la partie législative du Code du Travail issu de la loi n° 93-1418 du 31/12/1993 (Journal Officiel du 01/01/1994).
- Le Chapitre V (Dispositions particulières applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil) du Titre III (Hygiène, sécurité et conditions de travail), du Livre deuxième (Règlementation du Travail) de la partie législative du Code du Travail issu de la loi n° 93-1418 du 31/12/1993 (Journal Officiel du 01/01/1994). Elle établira son PPSPS à partir des bases contenues dans le PGC.

Elle intégrera dans son marché toute demande du coordonnateur de la Sécurité et de la Protection de la Santé.

### 1.3.12. Contenu des prestations

Installation de chantier :

- Plans de clôture, et abords du terrain.
- Mise en place de la clôture de chantier.

Désamiantage : (Hors lot)

- Suivant les rapports établis

Démolition de tous les ouvrages dans l'emprise du terrain, y compris fondations ouvrages enterrés en particulier :

- Curage des bâtiments
- Dépose et évacuation réglementaires éventuelles de produits dangereux,
- Mise à disposition des matériels nécessaires, compris amenée et repli,
- Les vérifications préalables (niveau des fondations, constitution du bâti, isolement de tous les réseaux, etc.)
- L'amenée, les vérifications réglementaires, le réglage, le repliement et l'enlèvement de tous les appareils, engins et échafaudages nécessaires à la réalisation des ouvrages
- Les frais de location, d'entretien, de réparation et d'assurance de ce matériel.
- La main d'œuvre.
- La neutralisation des réseaux
- Toutes démolitions et déposes de toutes natures décrit dans le présent CCTP y compris toutes les installations et équipements intérieurs quels qu'ils soient.
- La démolition, vidange, désinfection des fosses d'aisances, citernes, puisards, etc., l'enlèvement de leur contenu conformément aux ordonnances et règlements en vigueur,
- La dépose de toutes les installations notamment techniques en place dans l'emprise des bâtiments.
- L'ensemble des étalements et butonnages (blindages, soutiens, renforts, chevalets, etc. si nécessaires) indispensables à la stabilité des ouvrages en mitoyenneté et des voiries.

- Toutes démarches et frais nécessaires aux travaux de démolition auprès des concessionnaires et de la mairie
- Le tri sélectif, l'enlèvement des gravois, déchets du présent lot et leur évacuation dans les décharges agréées durant les travaux provenant des prestations
- La gestion des bennes à déchets, à gravois y compris tous les frais de mise en place, de transport et de traitement des déchets
- Et tous les autres frais et prestations non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux

Sujétions :

- Les matériels réputés appartenir aux concessionnaires Eau, Gaz, EDF, PTT ou autres, feront l'objet d'une confirmation préalable avant mise aux décharges publiques,
- Arrosage permanent des abords : terrain, trottoir ; chaussée...
- Nivellement du terrain après enlèvement des détritrus en fin de travaux

Brûlage :

- L'attention de l'Entreprise est attirée sur le fait que tout brûlage de quelque nature que ce soit est strictement interdit sur le site et ses abords.

### **1.3.13. Contrôle technique**

Le mode d'exécution des travaux et les plans d'exécution établis sont soumis à l'accord préalable du Maître d'œuvre, du bureau de contrôle et du SPS.

En cours de travaux, l'entrepreneur est tenu de se conformer aux prescriptions qui peuvent être formulées par la Maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle.

## **2. Description des travaux**

### **Tranche ferme :**

#### **2.1. Constat d'Huissier**

L'Entreprise fera procéder à sa charge un constat d'huissier, avant et après interventions (liste non exhaustive) :

- Etat des voiries et domaine public
- Etat des bordures
- Etat des trottoirs
- Etat des clôtures en limite de propriété
- Etat des végétaux avoisinants
- Etat des bâtiments à proximité

#### **2.2. Bureau d'étude**

Avant la démolition, l'entreprise du présent lot s'assurera avec son bureau d'étude la possibilité de démolir les différents éléments prévus à son marché sans risque d'effondrements ou de fragilisations quelconque.

Après la démolition intérieur l'entreprise du présent lot fera une révision de l'ensemble de la structure existante. La structure du bâtiment existant est conservée, l'entreprise fera vérifier par son bureau d'étude que les éléments de structure conservés peuvent supporter la nouvelle destination. Dans le cas contraire, l'entreprise renforcera la structure existante.

Vérification de l'ensemble des pièces composant la structure, renfort ou remplacements des pièces endommagées suivant état. L'entreprise, après visite sur place, prévoira tous les éléments nécessaires à la parfaite solidité des ouvrages, les scellements, les calages, les réglages et toutes les sujétions.

Compris le traitement contre la corrosion par peinture et protection au feu, (une stabilité au feu ½ heure est demandée dans la zone de vie) requis par la réglementation en vigueur, par tous moyens adaptés par l'entreprise titulaire du présent lot.

Localisation : - Ensemble du bâtiment existant.

### 2.3. Installation de chantier

#### Démarches préalables :

L'Entreprise devra entreprendre **toutes** les démarches auprès de la ville de Gonesse pour obtenir les autorisations nécessaires à son installation de chantier.

Elle prendra en charge tous les frais afférents à son installation :

- Droits de voirie, pour la durée de son intervention.
- Déplacements de mobilier urbain
- Aménagement de la voirie pour passage piétons ou véhicules
- Base vie et énergie pour la durée de son intervention (voir article 2.3.4).
- Sanitaires de chantier avec nettoyage journalier

#### Gardiennage :

L'Entreprise devra dès prise de possession du terrain assuré si nécessaire le gardiennage de la parcelle pour éviter toute intrusion ou occupation illégale.

#### Clôture de chantier intérieur / panneaux de chantier :

L'entrepreneur devra l'exécution de la clôture de chantier suivant la réglementation en vigueur et les prescriptions de la ville de Gonesse.

La clôture devra rester pendant toute la durée du chantier.

Toutes les parties du chantier seront accessibles aux Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre, Bureau de Contrôle, représentants des Services Publics (Eau, Gaz, Électricité, Téléphone, etc.).

La clôture sera composé de panneaux bois d'une hauteur minimale de 2.20m. Compris bloc porte 2UP.

### 2.4. Neutralisation et évacuation des réseaux

L'entreprise devra la dépose de l'ensemble des réseaux non utiles présents sur le site qui desservait les anciens dortoirs, qu'ils soient à l'intérieur des constructions démolies ou sur l'assiette du terrain. Cette prestation inclura toutes sujétions de terrassements nécessaires, compris évacuation aux décharges appropriées.

La démolition sera réalisée avec toutes les précautions nécessaires compte tenu de l'environnement. L'entrepreneur devra protéger l'ensemble des ouvrages des concessionnaires qui sont à conserver afin qu'aucune détérioration ne leur soit faite.

La prestation de l'entrepreneur comprend le bouchement des réseaux existants non nécessaires dans le futur, l'évacuation des cuves ou autres y compris dégazage si nécessaire.

### 2.5. Démolition

La démolition sera réalisée avec toutes les précautions nécessaires compte tenu de l'environnement.

L'entrepreneur aura jugés les difficultés d'intervention et sa technique de démolition compte tenu de la nature des matériaux composant les ouvrages à démolir.

Un tri sélectif préalable sera effectué avant évacuation : L'évacuation des déblais se feront conformément à la réglementation en vigueur suivant la classification des gravats (1/2/3).

**Phasage : Les travaux seront exécutés en respectant le phasage suivant :**

- Évacuations : De l'ensemble des mobiliers, matériels et déchets à l'intérieur des bâtiments
- Curage : De l'ensemble des locaux : Dépose en démolition de l'ensemble des menuiseries, des faux plafonds, revêtements des sols, planchers, cloisons préfabriqués, équipements techniques, etc. **(Hors matériaux amiantés)**
- Mise en œuvre : Des protections pour assurer la protection des passants à l'extérieur et à l'intérieur du projet : Consoles en encorbellement sur pignons et façades.
- Démolition : Des superstructures et infrastructure des bâtiments à la pelle hydraulique et dallages et enrobés sur la parcelle
- Tri sélectif : Des gravats : Ferraille et déchets.
- Évacuation : Des gravois à la décharge publique (après mise en place d'un lit de gravois sur l'emprise du bâtiment voir nota ci-dessous).
- Nettoyage et replis : Des installations.

Toutes la démolition sera à la charge du présent lot, compris :

- Mobilier et appareillages plomberie, SSI, électrique et CVC (sanitaire, lavabo, chauffage, interrupteurs, éclairages ...) de concert avec les titulaires des lots techniques (qui devront les condamnations et neutralisations des réseaux).
- Dépose des réseaux non conservés plomberie, SSI, électrique et CVC (mise en sécurité à la charge des lots techniques)
- Curage total du cloisonnement, faux-plafond et menuiseries intérieures
- Dépose des installations non conservées
- Démolition sans conservation de la cheminée extérieure
- Serrurerie non conservées (type grilles et garde-corps)

**La dépose des menuiseries extérieures et au lot Désamiantage.**

**2.6. PSE - Démolition des chapes existantes**

De concert avec le lot Gros-œuvre et revêtement de sol, l'entreprise devra l'état des lieux des chapes existantes.

Dans le cas ou les chapes seront non conservées, l'entreprise procédera à la démolition jusqu'au dallage.

**2.7. Réception de travaux**

Les travaux de démolition feront l'objet d'une réception particulière en présence du présent lot et des entreprises des lots :

- Gros-Œuvre
- Menuiseries extérieures

Ainsi que du Maître d'Œuvre qui établira un procès-verbal précisant les réserves éventuelles.

## **2.8. Nettoyage**

L'entrepreneur doit livrer son ouvrage propre et balayé, tous les emballages et matériaux enlevés ainsi que les palettes vides.

## **2.9. Gestion des déchets / bennes de chantier**

L'entrepreneur du présent lot aura à la charge sa gestion des déchets et la mise à disposition de benne pour tous les autres lots.

Rotation de bennes une fois pleine ou a minima deux fois par semaine.  
Une benne devra toujours être présente pour toute la durée du chantier.